

Seul le **“Non”** exprime l'exigence d'une **Europe sociale** et **démocratique**

S'il y a un thème qui fait l'unanimité sur la question du traité européen c'est celui du rapport de forces nécessaire pour faire évoluer la politique de l'Union européenne vers plus de «social». A gauche comme à droite on se veut rassurant et on nous dit «votez oui» ensuite nous nous battons pour faire modifier dans un sens plus social ce que vous venez d'approuver. Il y a déjà là un léger paradoxe. Mais il faut aller plus loin et analyser ce que chacun met sous le terme de «rapport de force».

Pour la droite européenne il va de soi que l'Union européenne a été le paravent d'une véritable «révolution» qui a permis un déséquilibre du partage des richesses au détriment des travailleurs salariés. Alors que la Commission européenne se comporte comme le représentant et l'exécutif des entreprises transnationales, en France le gouvernement Raffarin est le porte parole et l'exécutif du MEDEF. **Si la droite et le grand patronat sont favorables à la Constitution c'est qu'elle constitutionnalise et rend quasiment irréversible (sauf un équivalent « mai 68 » à l'échelle européenne), un considérable rapport de force en faveur des propriétaires du capital.**

Pour la social-démocratie européenne la notion de «rapport de forces» signifie «votez pour moi, ce sera moins pire qu'avec la droite». En dépit des efforts de François Hollande pour nous en convaincre, (couverture de Paris Match, participation à l'émission de Michel Druker, participation au congrès de la FNSEA avec Nicolas Sarkozy), nous n'affirmerons pas ici «gauche=droite». Nous laissons les lecteurs libres d'en délibérer en leur âme et conscience. Nous constaterons simplement que lorsque les gouvernements sociaux-démocrates ont été majoritaires dans l'UE, on a abouti au «calamiteux» traité de Nice. Et une coalition dirigeante de l'Europe emmenée par Blair, Schroöder et Hollande ne permet pas d'espérer avec cette constitution une politique sociale en Europe. **Car l'enjeu politique principal c'est le**

renversement du rapport de forces en faveur de ceux qui produisent la richesse contre ceux qui se l'approprient. Le mouvement altermondialiste en général et ATTAC en particulier, apportent une contribution à ce renversement. Certes les victoires obtenues sont modestes. Mais le chemin parcouru est loin d'être négligeable.

Le premier résultat obtenu c'est d'avoir mis un terme à la «pensée unique» en matière économique. Le second c'est d'avoir favorisé un mouvement mondial de remise en cause d'un libre échange et d'une mondialisation qui écrasent les plus faibles. Que Porto Alegre supplante Davos, que des gouvernements progressistes arrivent au pouvoir en Amérique du sud, que se développe une mobilisation mondiale contre la guerre en Irak ne sont pas de minces événements.

En France les actions de résistance des collectivités territoriales contre l'AGCS, les très fortes mobilisations pour la défense des systèmes de protection sociale (notamment les énormes mobilisations de 2003 pour la défense des systèmes de retraite), les déroutés électorales de la majorité gouvernementale, les mouvements sociaux très divers (grèves de Radio-France, des médecins urgentistes, mouvement des chercheurs, des fonctionnaires, actions d'élus ruraux pour la défense des services publics...) permettent de faire le lien entre les politiques de dérégulation de l'OMC et de l'Union Européenne, et leur traduction par le gouvernement Raffarin.

Et, cerise sur le gâteau, les énormes profits réalisés par les entreprises du CAC40, rappellent tout à fait opportunément à qui profitent ces politiques. Le niveau élevé du «Non» à la constitution européenne traduit donc l'exigence d'un changement de politique de l'Union Européenne. **Seul le NON est porteur d'un rapport de force en faveur de politiques sociales et démocratiques en Europe.**

Bernard Lagune

Nos rendez-vous

Jeudi 12 mai 2005

à 20 h 00 :

“Constitution européenne : les enjeux du référendum”

Conférence débat avec

Anne Cécile Robert,

professeur associé à

l'Institut d'Etudes

Européenne de l'Université

de Paris 8, journaliste au

Monde Diplomatique, et

membre du Conseil

Scientifique d'Attac.

CREPS, chemin de

Guiramande, Pont de l'Arc,

Aix en Provence.

Samedi 4 Juin 2005

à partir de 14 h

fête des ATTAC 13

parc de Valabre

Jeudi 9 juin 2005 à 19 h

Réunion mensuelle

d'Attac Pays d'Aix :

“Après le Référendum,...”

Maison des associations,

Le Ligoures, place Romée

de Villeneuve, à Encagnane

AGENDA

• **Mardi 03 mai à 19 h 30**

Le "lobbying" nuit gravement à la démocratie dans l'Union Européenne. Avec le film "Lobbying, au delà de l'enveloppe" et diaporama Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

• **Vendredi 06 mai** Conférence débat avec Raoul Marc Jennar, chercheur militant à l'URFIG (Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation) Salle des fêtes à Pertuis

• **Lundi 09 mai (fin d'après-midi)**

Fête de l'Europe
Stand sur la place de l'hôtel de ville, horaire à préciser

• **Jeudi 12 mai à 20 h 00**

" Constitution européenne : les enjeux du référendum "Conférence débat avec Anne Cécile Robert, professeur associé à l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université de Paris 8, journaliste au Monde Diplomatique, et membre du Conseil Scientifique d'Attac
CREPS, chemin de Guiramande, Pont de l'Arc, Aix en Provence

samedi 14 mai : animation de rue de 10 à 12h, à l'occasion de la journée internationale de la dette place des Martyrs de la Résistance (place de l'Archevêché)

• **Mardi 17 mai à 19 h 30**

"A 12 jours du référendum sur le traité instituant une Constitution pour l'Europe..." avec diaporama
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

• **Samedi 21 mai de 11 h à 15 h**

Manifestation de rue. Attac appelle à faire de cette manifestation une expression du rejet du traité constitutionnel et de l'exigence d'une Europe sociale, solidaire et démocratique.
Pour une Europe sociale, solidaire et démocratique je vote NON
Attac Pays d'Aix vous donne rendez-vous place des Martyrs de la Résistance (Archevêché)

• **Samedi 4 juin à partir de 14 h :** fête des ATTAC 13, parc de Valabre

• **Mardi 07 juin à 19 h 30**

Le "Protocole de Kyoto", les changements climatiques et nos modes de vie.
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

• **Jeudi 09 juin à 19 h 00**

Réunion mensuelle d'Attac Pays d'Aix : " Après le Référendum,... " Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane

• samedi 18 juin à partir de 10 h : journée nationale contre les OGM, place Richelme

• **Mardi 21 juin à 19 h 30**

"Le prochain G8 et les promesses d'annulation de la dette des pays pauvres". La montagne va-t-elle encore accoucher d'une souris ?
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

Environnement : le dernier mercredi du mois au salon de thé "sur la Route de Samarkande" à 20h ; contact : Danielle PUGLIESE : 04 42 24 16 81

Paradis Fiscaux-Taxe Tobin : contact : Anne-Marie QUETGLAS : 04 42 27 97 94

Economie solidaire : contact : Laurent KRIGER : 04 42 27 19 69

Europe : contact : Vincent Porelli : 04 42 93 11 68

ATTAC-JEUNES : contact : David CENA 06 76 11 72 12

ATTAC au Jas : contact : Jean et Michelle FOURNY : 04 42 21 65 45

Santé : jeudi 21 avril à 19H 30 autour d'un casse croûte partagé, chez Claude Ramin et Francine Vigneul, Les Balcons d'Entremont, bât A1, 30 avenue A.Capus à Aix 04 42 63 17 98 ou francine.vigneul@wanadoo.fr

AGCS/OMC/Services Publics ; contact : Anne-Marie ALARY : 04 42 95 10 84

GROUPE DE TRAVAIL

Dettes : le premier lundi du mois à 19h chez Raymonde Lagune, villa Heurtebise, 190 chemin des Lauves et Fontrousse, à Aix : tél 04 42 96 66 46

Retraites : contact : Christiane BENLIAN : 04 42 22 17 84

Consommer autrement ou mieux consommer : contact : Laurent KRIGER 04 42 27 19 69.

Cours d'économie : mardi 10 Mai à 19 H à l'annexe du centre JP Coste. Le thème sera la suite de "la situation géo-politique mondiale" (déjà amorcé en Avril).

Festival "Images Mouvementées" : contact : Dany Bruet : 06 03 15 02 74

Femmes, genre et mondialisation : contact : Claudine Blasco, tel : 04 91 05 95 37

Rédaction des tracts sur le "Non" à la Constitution : contact : Raymonde Lagune tél 04 42 96 66 46

Contact presse : Dany Tressera: 06 15 09 38 01

ATTAC FAIT SA FÊTE LE 4 JUIN À GARDANNE

Comme tous les ans depuis 4 ans, les comités locaux des Bouches du Rhône organisent un rendez-vous festif où se mêle convivialité, festivité et militantisme.

LA FÊTE D'ATTAC 13, ouverte à tous et à laquelle sont invités de nombreux acteurs associatifs locaux, offre à ses visiteurs débats, forums, vidéos militantes, mais aussi concerts, buvette, dîner ainsi que de nombreux stands qui leur permettent de s'informer. C'est l'occasion d'échanger, de mutualiser, de prendre contact en vue d'actions communes. Une semaine après le référendum ce sera l'occasion de fêter la victoire du non ou de se reconforter si le oui... mais dans les deux cas d'envisager les perspectives. Pour que cette fête soit un succès nous avons besoin de vous pour sa préparation, mais aussi le jour même pour tenir un stand, l'accueil, la buvette, monter le matériel... N'hésitez pas à contacter **Didier Bonnel, d'Attac Gardanne**, de préférence par mail : dbonnel@wanadoo.fr sinon **au 06 14 62 10 77**

Des bons de soutiens de 3 euros sont à vendre ou à acheter, contacter **Anne-Marie Quetglas au 04 42 27 97 94**

*Parc de Valabre entre Luynes et Gardanne

samedi 18 juin 2005 aura lieu la

2^{ème} édition de la journée nationale contre les OGM ; cette année, l'équipe

(ATTAC, la Confédération Paysanne, Greenpeace) s'étoffe avec d'autres organismes tels que la FNAB (Fédération Française de l'Agriculture Biologique), Agir pour l'Environnement ; sont prévus des stands d'information sur les OGM, ainsi que la présentation des actions à mener ; la journée commencera à 10 h sur la marché de la place Richelme ; pour participer, contact : **Anne Marie Quetglas (04 42 27 97 94/ 06 74 74 49 63)** et **Madeleine Liotier (04 42 27 33 49)**

POUR NOS ACTIONS DE RUE : les lundi 09 mai la Fête de l'Europe, samedi 21 mai la manifestation de rue, la fête des ATTAC 13 le samedi 4 juin, et la journée nationale anti OGM du samedi 18 juin, nous avons besoin de volontaires ; cela va du transport du matériel à l'animation ; contact sur notre portable **06 83 41 89 51**

FORUM SOCIAL DE LA MÉDITERRANÉE

Le 1^{er} Forum Social de la Méditerranée va se tenir à Barcelone du 16 au 19 juin. Il se conçoit comme un vaste espace de liberté, d'ouverture à la réflexion, au libre échange d'expériences et à la mise en place d'actions entre ceux et celles qui croient en la possibilité de construire un autre bassin méditerranéen, moins inégalitaire mais plus solidaire et plus durable, pour construire un Autre Monde. L'organisme de décision principal du Forum est l'assemblée générale internationale. Elle s'est réunie six fois : à Rabat (3-4 mai 2003), à Naples (4-6 juillet 2003), à Chypre (26-28 mars 2004), à Malaga (24-26 septembre 2004), à Marseille (14-16 janvier 2005), à Istanbul (14-18 avril 2005).

SEPT AXES THÉMATIQUES ON ÉTÉ DÉFINIS :

- Démocratie, citoyenneté et droits humains des hommes et des femmes
- Conflits, occupations militaires, militarisme et paix
- Droits économiques, sociaux et culturels, et modèles de développement, travail et conflits
- Migrations
- Diversité culturelle et dialogues transculturels
- Modèle de développement et environnement (il faut définir le titre)
- Femmes et Méditerranée

Pour chacun des thèmes l'assemblée générale internationale organise une conférence ainsi que deux conférences supplémentaires sur la souveraineté alimentaire et la zone de libre échange de la Méditerranée. D'autres formes de réunions sont programmées par l'assemblée générale internationale sur proposition des organisations participantes (séminaires, dialogues) ou auto organisés par les participants (ateliers). Il y aura également un espace d'exposition et de stands.

Pour toutes informations supplémentaires vous pouvez consulter le site <http://www.fsmed.info/faq-fr.htm>. Les personnes qui souhaiteraient se rendre à Barcelone sont priées de transmettre l'information à l'adresse d'Attac Pays d'Aix ou sur aix@attac.org.

Comment arrêter **la machine** à **privatiser** la santé ???

Quel est le rapport avec la constitution ?

Bernard Teper (animateur de la commission nationale santé Attac et co-organisateur des Etats Généraux de la Santé et de l'Assurance Maladie : EGSAM) lors de sa conférence du 7 avril a parfaitement "démonté" la machine !

En France le plus gros budget est celui de la santé : 35% de plus que celui de l'Etat soit 380 milliards d'euros contre 280. 50% des dépenses sont "absorbées" par 5 à 6% de la population : pathologies lourdes et fins de vie. **D'où la nécessité d'affirmer le principe de solidarité de façon à mutualiser les moyens et à retrouver les bases du programme du CNR : chacun paie selon ses moyens et doit être soigné selon ses besoins.** C'est la première préoccupation des vrais gens avant la laïcité et l'emploi !

B. Teper nous rappelle que les ordonnances Juppé de 1995 ont institué la maîtrise comptable des dépenses tandis que la loi Douste-Blazy a pour seul objectif d'augmenter les dépenses tout en diminuant les remboursements pour les assurés(e)s... au profit du privé. La logique du néo libéralisme c'est bien de marchandiser toutes les activités humaines.

La charte d'Ottawa de 1986 sous l'égide de l'OMS avait fixé pour objectif pour l'an 2000 l'accès aux soins pour tous sur la planète...on en rêve encore et celle de Bangkok qui sera votée en août 2005 sera largement en retrait par rapport à Ottawa puisqu'elle n'a plus l'objectif de l'accès aux soins pour tous !

**Pour nous il s'agit de défendre
l'égal accès à des soins de qualité
pour tous sur la planète
Penser global et agir local**

L'alternative passe par un RASSEMBLEMENT et un DEBAT autour des 5 propositions d'Attac:

- 1-Transformer le système de soins en système de santé avec mise en place de 3 objectifs fondamentaux : l'éducation à la santé, la diminution des facteurs de risques, une véritable politique de dépistage.
- 2- Rembourser les soins à 100% par la sécu et supprimer la complémentaire

santé car c'est par ce biais que les libéraux privatiseront la sécu en diminuant les remboursements et en transférant une partie toujours plus importante des dépenses vers les complémentaires (mutuelles et assurances privées). Les assurances sélectionnent les risques et laissent aux mutuelles la prise en charge des patients les plus lourds, ce qui les condamne à disparaître... ou à emprunter les mêmes méthodes (en quelque sorte soit perdre son âme, soit disparaître !)

Mais aussi augmenter les honoraires pour le secteur 1, supprimer le secteur 2 et les honoraires libres.

Augmenter le nombre d'hôpitaux, de maternités de proximité, le nombre de centres de santé reliés au bassin du Centre Hospitalier Universitaire ou Régional.

Supprimer le paiement à l'acte dans les centres de santé.

Développer l'hospitalisation à domicile pilotée par l'hôpital public.

- 3-Financer le système de façon solidaire. En 2002 le PIB s'établissait à 1559 milliards d'euros.

En 1982 le pourcentage des salaires et cotisations représentaient 79,3% de la richesse produite et donc 20,7% allait aux profits.

En 2002 la part salaires et cotisations c'est 68,7% contre 31,3% qui vont aux profits !

C'est donc plus de 10% perdus par le travail : 150 milliards d'euros à rapprocher du prétendu trou abyssal de la sécu.

Voilà comment on pourrait en recréant l'équilibre de 1982 débattre sur la répartition de cette richesse aux "profits" des besoins fondamentaux des êtres humains et non à ceux des actionnaires.

- 4-Rétablir la démocratie sanitaire et reconquérir les fondements du programme du CNR.
- 5-Instituer au niveau européen un grand pôle public de recherche financé par le public.

QUE FAIRE ? LES 7 POINTS CAPITAUX :

- 1-Remettre au cœur du projet alternatif la

santé et la sécurité sociale (assurance maladie, santé mentale, scolaire, environnementale, travail : accidents et maladies professionnelles et politique familiale) pour UNE AUTRE EUROPE.

- 2-Définir une stratégie en rapport avec les besoins fondamentaux du peuple.

- 3-Instituer la laïcité économique : garantir un secteur public qui fonctionne en dehors de toute logique de concurrence pour reconquérir la solidarité.

- 4-Soutenir les mouvements sociaux et les unifier.

- 5-Développer les EGSAM en popularisant les cahiers de doléances sur les marchés...

- 6-Internationaliser le droit à la santé pour tous.

- 7-VOTER NON AU REFERENDUM DU 29 MAI PROCHAIN.

Rappel de quelques articles :

Article I- 4 : libéralisation de l'ensemble des services.

Articles I-3-2 et III-166 : droit à délocaliser.

Articles III-203 à III-209 : démantèlement du droit du travail.

Articles III-166, 167, 168 : sur les Services d'Intérêt Economique Généraux qui ne sont pas des services publics car soumis à la concurrence avec interdiction de toute subvention publique.

**B. TEPER NOUS DIT AUSSI QUE
POURTANT C'EST LA SANTÉ QUI MOBILISE...
LE MOINS LES MILITANTS.**

Allons sur le terrain : ne pas renvoyer le formulaire du choix du médecin traitant, ouvrir des cahiers de doléances sur les marchés ou lors des réunions publiques, soutien aux urgentistes

Un mouvement régional pour la "santé pour tous" est né des EGSAM PACA (co-organisés par Attac, les mutuelles solidaires, des syndicats de médecins et de psychiatres, des organisations syndicales autres, des assurés sociaux...) Un calendrier de lutte est en préparation. Ce mouvement se réunit tous les mercredis à 19 heures au centre social St Henri

**5 chemin du Passet à Marseille
Contacts : Francine Vigneul et Claude Ramin francine.vigneul@wanadoo.fr
ou 04 42 63 17 98**

Plus d'illusions possibles : la **banque Mondiale** et le **club de Paris** montrent leur vrai visage

Le Club de Paris sanctionne à la sauvette des pays touchés par le tsunami Réuni le 12 janvier 2005 à Bercy, le Club de Paris, qui regroupe les 19 pays créanciers les plus riches, avait décidé d'un moratoire sur la dette des pays touchés par le tsunami qui en feraient la demande. Les noms de l'Indonésie, du Sri Lanka et des Seychelles avaient été avancés. Le 10 mars 2005, le Club de Paris précise les modalités de ce moratoire. Il s'avère que les pays qui profiteront du moratoire devront payer des intérêts de retard ! En effet, selon le communiqué, les pays créanciers réunis dans le Club de Paris "proposent que les montants différés soient remboursés sur 5 ans dont un an de grâce. Les intérêts moratoires courus en 2005 seront capitalisés et remboursés comme les montants différés. Le taux des intérêts moratoires sera déterminé bilatéralement."

Ainsi, un pays comme l'Indonésie, qui compte plus de 200.000 morts et disparus suite à la catastrophe du 26 décembre 2004, va être pénalisé financièrement. Il devra rembourser l'intégralité des sommes dues en 2005 (environ 3 milliards US\$), puisque le Club de Paris n'a décidé qu'un moratoire, mais il devra aussi payer des intérêts pour ne pas avoir effectué de remboursements en 2005.

En janvier, le Club de Paris s'était vanté de faire un geste généreux, prenant la mesure de "la dimension exceptionnelle et des effets dévastateurs de cette catastrophe". En fait, il n'en est rien. Pire, les pays acceptant le moratoire sont sanctionnés. Le Club de Paris profite du fait que le tsunami ne fait plus la une de l'actualité.

Exigeons le retrait immédiat de cette décision et un débat public sur le rôle du Club de Paris qui prend dans le dos des citoyens des décisions injustifiables. Réaffirmons qu'une des mesures urgentes à prendre, c'est l'annulation pure et simple de la dette extérieure publique des pays touchés par le tsunami et de tous les pays pauvres du Sud.

PAUL WOLFOWITZ EST NOMMÉ
PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE
Paul Wolfowitz, numéro 2 du Pentagone
et partisan acharné de l'invasion illégale

de l'Irak en 2003, a été nommé, le 31 mars, au poste de président de la Banque mondiale.

Les Européens, malgré les protestations de nombreuses ONG, ne s'y sont pas opposés, satisfaits du partage des rôles qui donne la direction de la BM à un Américain et celle du FMI à un Européen (l'Espagnol Rodrigo Rato en 2004). La France, elle, espère ainsi que les USA appuieront la candidature de Pascal Lamy au poste de directeur général de l'OMC.

Il est scandaleux que cette procédure particulièrement antidémocratique soit toujours en vigueur alors que la bonne gouvernance est au cœur des recommandations de ces institutions. De plus, la présidence revient toujours à de grands banquiers ou à d'anciens responsables du ministère de la Défense des Etats-Unis. Ce fut déjà le cas avec la nomination en 1968 de Robert McNamara, chef d'orchestre de la guerre du Vietnam, qui a utilisé la Banque mondiale comme un véritable outil géopolitique au service des alliés stratégiques des Etats-Unis. Comment peut-on accepter que cette présidence ne soit jamais revenue à un citoyen du Tiers Monde, en première ligne face aux défis du développement humain ?

CETTE NOMINATION PROVOCATRICE A UN SEUL MÉRITE : LA CLARIFICATION

Tous les efforts déployés par l'ancien président J. Wolfensohn pour améliorer l'image de la Banque et lui donner un vernis participatif, n'auront servi à rien. Avec Wolfowitz toute illusion est levée et il apparaîtra encore plus clairement que la Banque mondiale et le FMI fonctionnent comme de simples instruments au service des grandes puissances occidentales (Etats-Unis, Canada, Europe de l'Ouest), des marchés financiers et des sociétés transnationales.

On peut se demander à juste titre si ces institutions sont réformables. Dès lors, la question de leur légitimité est posée. D'autres institutions financières internationales sont possibles et grandement nécessaires !

**Groupe Dette- CADTM
d'Aix en Provence *comité
pour l'annulation
de la dette du tiers monde**

La Marche Mondiale des Femmes 2005 : rendez- vous européen à Marseille les 28 et 29 Mai.

Sur toute la planète, les femmes se rassemblent pour exiger l'égalité, la justice et la paix; pour refuser la misère et les discriminations et violences qu'elles subissent. **Les 28 et 29 mai, nous avons besoin de vous pour héberger les femmes des Attac d'Europe et les Femmes en Noir.** La commission "femmes et mondialisation" d'Attac pays d'Aix est responsable de l'hébergement des femmes des Attac d'Europe et des femmes en Noir. Si vous désirez héberger une ou plusieurs personnes les 28 et 29 mai (hébergement, repas, transport vers Marseille, lieu des forums, ateliers, conférences et concert) contactez Claudine Blasco au 04 91 05 95 37 ou 04 94 78 58 69 cblasco2@wanadoo.fr

Les 28 et 29 Mai, les Marches de toute l'Europe convergent vers Marseille.

Parce que les femmes de la Marche veulent, face à la détermination de l'Europe de tirer tous les acquis vers le bas, affirmer leur détermination féministe à gagner de nouveaux droits pour les femmes; parce qu'il est urgent pour ce faire de créer une résistance européenne des femmes avec des revendications et des campagnes communes, venez à Marseille pour : parler, écouter, débattre et confronter idées et expériences, avancer ensemble.

La Marche Mondiale de Femmes dans le monde, une action permanente.

"Nous faisons partie d'un large mouvement qui lutte pour une autre mondialisation. Nous sommes actives au sein des forums sociaux. Nous participons à la lutte contre le pouvoir des sociétés transnationales, contre les accords de libre commerce et pour l'annulation de la dette des pays pauvres. Nous luttons pour obtenir des services publics (santé, éducation...), pour la sécurité alimentaire, la hausse du salaire minimum, pour un salaire équitable. Nous luttons contre la guerre, pour la démilitarisation de la planète, pour la redistribution des richesses, la défense des ressources naturelles et de l'environnement. Nous voulons changer l'ordre établi pour changer la vie des femmes. C'est pourquoi nous élaborons des alternatives économiques féministes et nous luttons contre la marchandisation de la vie. Nous travaillons pour éliminer la violence sexiste et pour construire un monde de paix, de justice et d'égalité. Nous dénonçons la traite des femmes et des fillettes du nord au sud, de l'est à l'ouest. Nous luttons pour que les femmes aient le droit de prendre des décisions concernant leur corps, leur sexualité et leur fécondité; pour que toutes les fillettes aient accès à l'éducation; pour que les femmes participent aux instances de décisions."

Valérie Brûlant

Compte-rendu: de *l'Assemblée générale* d'ATTAC Pays d'Aix 2005

L'assemblée générale d'Attac qui s'est tenue le 17 mars était tout naturellement placée sous le signe du "NON" au référendum de ratification de la constitution européenne. Alain Lecourieux, membre du conseil scientifique d'Attac France a présenté un exposé minutieux sur les raisons et les enjeux de la victoire du Non. Se déroulant avant les premiers sondages indiquant une forte avancée du "NON", le débat qui s'en est suivi a montré une large approbation des adhérents à la campagne d'Attac. La présentation du rapport d'activité de l'année 2004 et des orientations pour 2005 traduit une continuité de l'action menée par Attac Pays d'Aix et le consensus qui s'est établi, notamment au sein du Conseil d'administration, sur l'action "d'éducation populaire" et les modalités de sa mise en oeuvre dans le comité local. Mais cette continuité est orientée par la préoccupation de développer l'audience aussi bien territoriale (vers les quartiers et villages de la périphérie) que sociale en direction des populations qui pâtissent le plus des politiques libérales. Un soutien plus important à l'action du groupe "Attac Jeunes" en direction notamment de la jeunesse étudiante très importante numériquement à Aix a été approuvé. Le rapport d'activité et le rapport financier ont été approuvés à l'unanimité des présents ou représentés. Un Conseil d'Administration de 15 membres a été élu. Il comprend : Alary Anne-Marie, Bonnenfant Guillemette, Brûlant Valérie, Cena David, Ducrocq Jocelyne, El Yagoubi Mhamed, Fourny Michelle, Guieu Gérard, Hussy Ernest, Lagune Bernard, Lagune Raymonde, Ojeda Virgile, Quetglas Anne-Marie, Tressera Dany, Villar Jacques. Il s'est réuni le 29 janvier et a désigné le bureau suivant composé de 2 coprésident(e)s : Valérie Brûlant et Bernard Lagune, un trésorier Ernest Hussy, 2 secrétaires Anne-Marie Quetglas et Dany Tressera. Il a également désigné les responsables qui animent l'activité d'Attac : Attac au Jas de Bouffan (Michelle Fourny), Attac Jeunes (David Cena et Raphaël Pradeau), Groupe "Dette des PED" (Raymonde Lagune), Europe (Valérie Brûlant et Jacques Villar), Santé (Gérard Guieu et Francine Vigneul), Environnement (Anne-Marie Quetglas), Femmes et

mondialisation (Claudine Blasco), Economie solidaire (Ernest Hussy), Méditerranée (Mhamed EL Yagoubi), site internet Jocelyne Ducrocq et Christiane Benlian, Image Mouvementée, festival de Cinéma, (Dany Bruet et Bernard Lagune). Le CA a également décidé d'adhérer à l'association Vive le Service Public dont la première Assemblée Générale se tiendra le 30 avril à Saint-Estève-Jeanson. Il a désigné Virgile Ojeda pour le représenter dans cette association.

Bernard Lagune

"ATTAC Pays-d'Aix met en ligne et fait imprimer un : **JEU DE 52 CARTES**, à télécharger et découper à la maison. Simple, éclairant, fantastique pour savoir **SI CETTE CONSTITUTION "RÉSISTE À LA LUMIÈRE"**.
http://www.local.attac.org/13/aix/article.php3?id_article=486 ou <http://www.france.attac.org/a4595>
Version imprimée, quadrichromie recto/verso 3 euros papier brillant, du tonnerre, **BIENTÔT DISPONIBLE (À PARTIR DU 26 AVRIL) SUR LES STANDS DES MARCHÉS D'AIX ET DU JAS** ainsi que lors de nos réunions. Informez vos proches et faites circuler le jeu.

Médias et argent : le mal-info, comme la mal-bouffe

"Les médias, l'argent et le citoyen ", une histoire vieille comme la presse, mais plus que jamais actuelle. C'était le thème du Café citoyen du 10 février. Daniel Junqua devait l'illustrer, pour sa part, avec quelques données historiques remontant en particulier à la Libération. Un nouveau paysage s'est mis en place à partir de 1945 avec une redistribution des titres soucieuse, précisément, de rompre avec les puissances d'argent : les grands industriels, Boussac, Prouvost, Beghin, Lignel, pour ne parler que de la France, qui avaient investi dans les journaux une partie de leurs fortunes. Cinquante ans après, de nouveaux "capitaines d'industrie" ont reconquis le territoire médiatique, en contribuant à une concentration débridée : Bouygues, Lagardère, Dassault, notamment et pour ne parler que de ce trio qui vit grassement des marchés de l'État, armement et travaux publics. Une nouvelle Libération s'imposerait donc si le citoyen l'exigeait pour le bien de l'information et de la démocratie. C'est ce que, pour ma part, je devais m'appliquer à illustrer, montrant le caractère indissociable du couple démocratie-information. Pas l'une sans l'autre. Or, il y a menace sérieuse. D'un côté, par exemple, le 20 heures de TF1 et ses 8 millions de spectateurs, de l'autre un Politis et ses 20 000 lecteurs... Et un rapport à l'argent en proportion, qui balaie toute éthique au profit (!) d'une logique industrielle et commerciale

- et donc financière. Les médias de masse sont aujourd'hui rangés par leurs propriétaires au titre de zones de profit dégagant des marges jusqu'à 22 % (c'est le cas aux Etats-Unis pour certains médias). Cette financiarisation n'est évidemment pas sans conséquences sur les contenus ! Les médias deviennent ainsi, de manière insidieuse, par "l'air du temps", les postes avancés du libéralisme dominant. Les journalistes sont aussi touchés, bien sûr : précarité liée aux conditions de travail et à la rentabilité, perte de qualité journalistique, domination régionale de journaux au détriment d'une saine concurrence et au prix de la perte de mobilité des journalistes amenés à s'écraser en cas de pression ou d'information "sensible". Il en est aujourd'hui de la mal-info comme de la mal-bouffe : des "produits" à consommation rapide, sans goût ni saveur, le plus souvent frelatés pour répondre aux exigences du profit. Ainsi retrouve-t-on les mêmes informations formatées, peu ou pas contrôlées, sans problématique, sinon celle des émetteurs institutionnels relayés par la "com" triomphante. D'où, évidemment la fondamentale vigilance active du citoyen, relayée par des associations comme Attac, Acrimed, l'Observatoire français des médias. On les trouve sur internet, de même que mon blog* où je m'échine à dénoncer aussi les dérives journalistiques.

Gérard Ponthieu

* C'est pour dire : <http://gponthieu.blog.lemonde.fr/>

Lundi 25 avril à 18 h

GISCARD à AIX

A l'occasion de la venue de VGE

RASSEMBLEMENT pour le NON Place de la Mairie

organisé par le

Collectif du Pays d'Aix contre la constitution libérale et pour une Europe sociale

Mercredi 27 avril à 17h30

CONFÉRENCE-DÉBAT

CONSTITUTION,

UN PAS EN AVANT POUR L'EUROPE SOCIALE ?

Avec **Pierre KHALFA**

Militant à SUD-Ptt Membre du bureau et du Conseil Scientifique d'Attac France

Fac de Lettres , amphi F, av. Robert Schumann

Organisé par Attac Jeunes et Attac Pays d'Aix

Vendredi 29 avril à 19h30

UN DÉBAT CONTRADICTOIRE

AUTOUR DU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN

Deux partisans du OUI dont les identités sont à confirmer
et deux partisans d'un Non de Gauche débattront du Traité Constitutionnel Européen.

A la Salle Sainte Victoire de Ventabren

Interviendront pour le NON de Gauche :

Luc Foulquier, membre de l'exécutif du PCF des BdR, responsable des questions Européennes

Jacques Villar, militant à Attac Pays d'Aix, groupe de travail Europe

Contacts : Dany Bruet (06 03 15 02 74) Michel Seimandi 06 88 33 97 83)

Organisé par le collectif ventabrennais pour le NON

Samedi 30 avril de 11h à 15h

ACTION DE RUE POUR LE NON A LA CONSTITUTION

Place des Martyres de la Résistance à Aix

Venez nombreux participer à cette action

Contactez Raymonde Lagune au 06 20 23 30 20

Organisée par Attac Pays d'Aix